

DROIT ET JUSTICE EN FRANCE



Introduction :



Les joueurs du Paris Saint Germain contestent la décision de l'arbitre



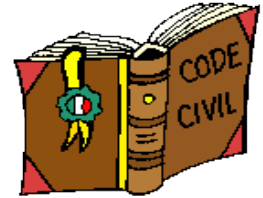
VIDEO : Football : les arbitres de plus en plus victimes d'agressions :

Reportage diffusé le 19 juillet 2012 sur LCI.

Le Droit est le fondement de la vie sociale dans une démocratie. Il organise les relations entre les Hommes. La Justice doit garantir à chacun le respect de ses droits.

Démocratie : Régime politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple.

I . Le Droit codifie les relations entre les Hommes



Comment le droit encadre t-il les relations entre les hommes dans nos sociétés ?

A . L'usage du Droit dans la vie de tous les jours



Je dois respecter le Droit dans ma vie quotidienne



1 . L'avertissement à un joueur lors d'un match de football



2 . Un panneau interdisant le stationnement



3 . Préambule du règlement intérieur du collège
Lumière à Besançon

Le présent règlement se réfère aux décrets 2000-620 et 2000-633 des 5 et 6 juillet 2000. Il a été adopté par le Conseil d'administration du 11 mai 2001 et ne pourra être modifié que par celui-ci, dans des conditions conformes à la réglementation.

Le règlement intérieur fixe :

- 1 . les règles de vie du groupe social qui est le collège
- 2 . les droits et les obligations des élèves

Le règlement intérieur s'applique à tous les élèves inscrits dans l'établissement et découle de l'application des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires en vigueur.

4 . Définition du Droit

Le droit est un ensemble de lois et règles destinées à organiser la vie en collectivité. Elles sont donc formulées de manière générale, sans concerner personne en particulier, mais en visant toutes les personnes qui forment la société. En France, ces lois et règles juridiques sont établies par le gouvernement et le parlement, en respectant la Constitution et sont destinées au maintien de l'ordre et de la sécurité.

QUESTIONNAIRE :

- 1 . Pourquoi faut-il des règles et des arbitres lors d'un match de football ? (doc . 1)
- 2 . Que signale ce panneau ? Quelle sanction encourt l'automobiliste qui ne le respecte pas ? (doc . 2)
- 3 . Qui vote le règlement intérieur du collège ? A quoi sert-il ? (doc . 3)
- 4 . Soulignez la définition du mot droit dans le texte. S'applique-t-elle aux trois documents que vous venez d'étudier ? Justifiez (doc . 4)

1 . Les règles sont à la base de tous les sports et les jeux. Elles doivent donc être respectées par les joueurs. L'arbitre veille au respect de ses règles.

2 . Ce panneau signale une interdiction de stationnement. L'automobiliste qui ne respecte ce panneau encourt une mise à la fourrière de son véhicule et devra s'acquitter d'une amende.

3 . Le règlement intérieur du collège est voté par le Conseil d'administration. Il sert à fixer par écrit les règles de vie du collège.

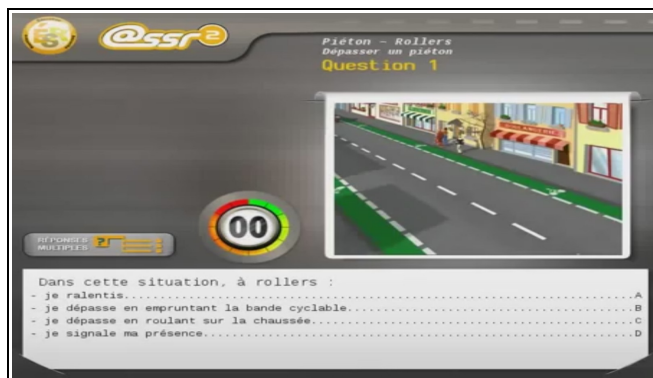
4 . Le Droit s'applique aux trois documents en effet les règles organisent les relations entre les sportifs, les automobilistes et les collégiens.



VIDEO : Comportement des Français au volant : peut mieux faire !

Reportage diffusé au journal télévisé de TF1 le 14 avril 2010.

TEST : Épreuve 2012 de l'Attestation Scolaire de Sécurité Routière Niveau 2



	A	B	C	D
1 . Piétons – Rollers : Dépasser un piéton				
2 . Piétons – Intersection avec feu : Traverser au passage à niveau				
3 . Vélo – Dépassement : Voiture à l'arrêt				
4 . Vélo – dans la circulation : Tourner à gauche				
5 . Vélo – Intersection sans feu : Aborder un rond point				

Le Droit est indispensable pour vivre en société car il organise les relations entre les individus. Il permet à chacun d'exercer ses libertés sans nuire aux autres (code de la route).

Droit : Ensemble de lois et de règles destinées à organiser la vie en collectivité.

B . Le Droit est inscrit dans la loi

La loi fixe le Droit et les règles entre les Hommes



1. La création, l'application et le respect de la loi : Complétez le tableau ci-dessous.

Les différents acteurs du Droit			
Qui ?			
Où ?			
Rôle par rapport à la loi : 1. Création de la loi 2. Application de la loi 3. Respect de la loi			

2. Les différents textes de lois et leur hiérarchie : Reliez chaque texte juridique à sa définition.

- | | | |
|---------------------------|---|--|
| Règlement intérieur | . | . Acte législatif émanant des ministres, des préfets, des maires. |
| Loi | . | . Règle votée par le Parlement sur proposition du gouvernement ou du Parlement. |
| Constitution | . | . Document faisant office de loi dans une entreprise ou un établissement scolaire |
| Arrêté | . | . Loi suprême qui définit l'organisation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire |

1. Reliez chaque texte juridique à sa définition.

2. Indiquez l'importance de chacun des textes de loi par un numéro compris entre 1 et 4.

SCHEMA : La hiérarchie des lois en France



VIDEO : Débat autour du mariage pour tous.

Reportage diffusé au Journal télévisé de France 2 en septembre 2012

La principale source du droit est la loi. La loi est votée par des représentants des citoyens élus démocratiquement. Elle est donc légitime car elle exprime la volonté des citoyens. La loi doit donc être respectée

Loi : Règle votée par le Parlement qui doit être respectée par tous les habitants d'un pays.

C . Le droit européen en France





NATURA 2000 : La préservation de l'environnement en Europe (VIDÉO)

NATURA 2000 : La préservation de l'environnement en Europe

1 . Les objectifs de Natura 2000

Avec les sites Natura 2000, l'Union européenne s'est lancée dans la réalisation d'un réseau de sites écologiques. Il s'agit à la fois de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel. Le réseau couvre tous les États membres de l'Union : la nature et sa préservation n'ont pas de frontières. Il permet notamment de protéger les oiseaux migrateurs avec deux « lois » européennes importantes : les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats, faune, flore » (1992).

Site natura2000.fr

3 . La France se met en conformité avec la réglementation européenne sur la chasse

Le 28 décembre 2005, le Conseil d'État a annulé la disposition de l'arrêté ministériel « appelants » (oiseaux utilisés pour attirer les canards sauvages) qui imposait d'amputer les oiseaux d'une partie de l'aile en la sectionnant au niveau du métacarpe, de manière à rendre définitivement impossible leur envol. Le Conseil d'État s'est appuyé sur l'article 8 de la directive « Oiseaux » qui interdit le recours à des appelants aveuglés ou mutilés.

« Le point sur le dossier chasse », position de la Ligue de protection des oiseaux, 2005.

QUESTIONNAIRE :

- 1 . Comment appelle-t-on les sites naturels à protéger dans toute l'Union européenne ? (doc . 1)
- 2 . Pourquoi l'État français décide-t-il de faire du Croisic un site Natura 2000 ? (doc 2)

2 . La mise en application en France de la directive européenne

L'État français a décidé d'inclure la baie du Croisic (zone humide et salée fréquentée par les canards sauvages) dans le site Natura 2000 au titre de la directive « Oiseaux ».



- 3 . Quel droit le Conseil d'État français applique-t-il pour annuler l'arrêté ministériel « appelants » ? (doc 3)
- 4 . Le droit européen est-il supérieur au droit français ? Justifiez votre réponse

1 . Les sites naturels protégés dans toute l'UE sont les sites Natura 2000.

2 . L'État français décide de faire du Croisic un site Natura 2000 car c'est une zone marécageuse qui est fréquentée par les canards sauvages.

3 . Le conseil d'État français applique le droit européen pour annuler l'arrêté ministériel « appelants ».

4 . Le droit européen est supérieur au droit français en effet le droit français doit être conforme aux réglementations européennes.

VIDEO : Changement de statut des moniteurs de colos ? La décision européenne qui inquiète

Reportage diffusé au Journal télévisé de TF1 le 31 juillet 2011



Le droit européen s'impose au droit national. Les lois françaises doivent donc être établies en tenant compte du traité constitutionnel européen sous peine de sanction.

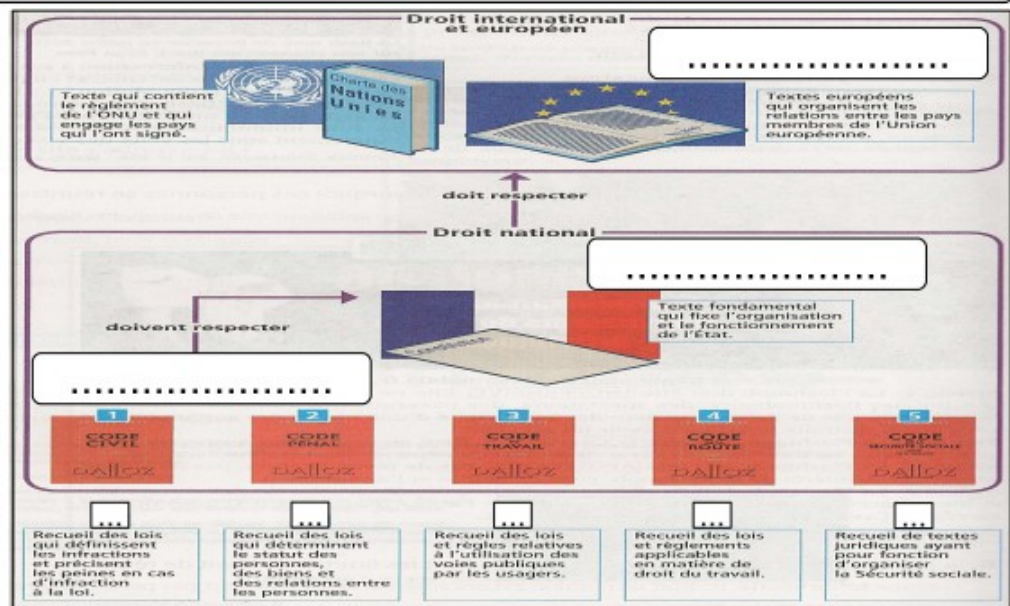
Les relations entre le droit national, le droit européen et international

1 . Écrivez le nom des textes suivants au bon endroit sur le document :
Constitution de la V^{ème} République - Traités de l'Union européenne - Codes de lois

2 . Que forment la Constitution et les différents codes de lois en France ?

3 . Sur le document, identifiez le contenu de chaque code de lois français en écrivant le numéro correspondant à sa définition.

4 . Quels sont les textes européens et internationaux que la France doit respecter ?



2 . La Constitution et les différents textes de lois forment le droit national.

4 . La France doit respecter les traités de l'UE et la charte des Nations Unies

II . La Justice garante du respect du Droit



Comment la justice fait-elle respecter le droit ?

A . Un procès en cour d'assises



Comment la cour d'assises fonctionne-t-elle et quelles affaires juge-t-elle ?

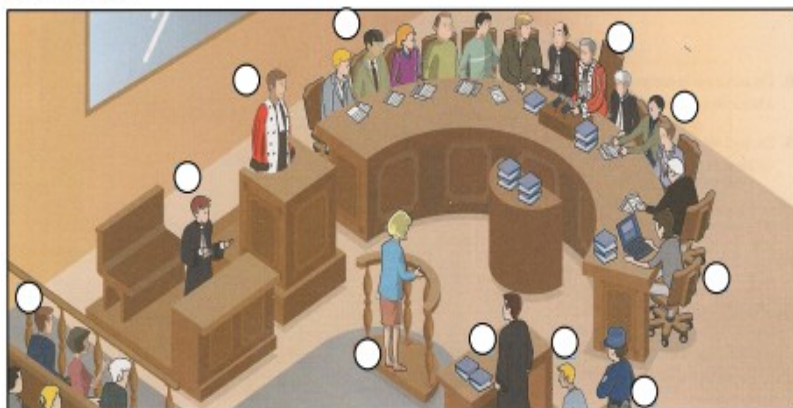
1 . Le déroulement d'un procès en cour d'assises



En janvier 2003, M. Bernard est accusé d'avoir assassiné M. Aubert. Un juge d'instruction instruit l'affaire. Il saisit la cour d'assises d'Amiens qui va juger M. Bernard.

A l'entrée de la **Cour (1)**, composée du président et de deux juges assesseurs, **le public et la presse (2)** se lèvent. **Les 9 jurés (3)** prêtent serment. La cour d'assises est un tribunal qui juge les crimes en présence d'un jury populaire, composé de citoyens français tirés au sort. Le président présente **l'accusé (4)**, encadré par des **policiers (5)**. **Le greffier (6)** lit l'ordonnance de mise en accusation : « meurtre avec préméditation ». L'accusé, **les témoins et experts (7)**, les gendarmes qui ont mené l'enquête font leur déposition puis ils sont interrogés par les avocats, la Cour ou le **procureur de la République (8)**.

A la fin de l'audience, le procureur prononce son réquisitoire et réclame au nom de l'État une peine de 15 ans de prison. Suivent les plaidoiries des **avocats de la famille (partie civile) (9)** et celle de **l'avocat la défense (10)**. Jurés et juges se retirent pour délibérer. Ils déclarent M. Bernard coupable . Il est condamné à 12 ans de prison. M. Bernard et la partie civile ont droit de faire appel du jugement.



QUESTIONNAIRE :

- 1 . Quel type d'infraction la cour d'assises juge-t-elle et qui la saisit ?
- 2 . De quoi M. Bernard est-il accusé ?
- 3 . Qu'est-ce qui montre que les débats sont équitables et contradictoires ?
- 4 . Qui réclame une peine au nom de l'Etat ?
- 5 . Qui décide de la culpabilité de l'accusé et de la peine à lui appliquer ?
- 6 . Quel est le droit de tout condamné ?
- 7 . Complétez le dessin en écrivant le numéro correspondant aux personnes présentes dans une cour d'assises.

1 . La cour d'assises juge les infractions les plus graves comme des meurtres et des viols. Ce sont des crimes. Elle est saisie par le juge d'instruction.

2 . M. Bernard est accusé de meurtre avec préméditation.

3 . La présence et le temps de parole égal des avocats de la partie civile et de la défense montrent que les débats sont équitables et contradictoires.

4 . Le procureur de la République réclame une peine de 15 ans d'emprisonnement au nom de l'État.

5 . Les 6 jurés, le président et ses deux assesseurs décide de la culpabilité de l'accusé et de la peine à lui appliquer.

6 . Le droit de tout condamné est de faire appel de son jugement.

La justice d'assises est celle qui juge les crimes commis. Elle se réunit en « cour » dans le département où se situe le crime.

B . Les symboles, les missions et les principes de la Justice

VIDEO : Les symboles de la Justice

JUSTIRAMA - Pour tout savoir sur le Droit et la Justice



Les symboles, les missions et les principes de la Justice

1 . Les symboles de la Justice : Complétez les encadrés.



.....
.....
.....

Nom de la déesse :

2 . Les missions de la Justice : Complétez le tableau.



Les missions de la justice sont de trois ordres : protéger, sanctionner les comportements interdits et arbitrer les conflits entre personnes. Dans un Etat de droit, elle assure le respect du droit par tous et sanctionne les infractions à la loi.

Sur le site : ado.justice.gouv.fr

Quelles sont les missions de la Justice ?

1
2
3

3 . Les principes de la Justice : Reliez chaque article au principe de la Justice correspondant.

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789

Art 6. La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. .

Art 9. Tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable .

Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948

Art 5. Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants. .

Art 10. Toute personne a droit en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial. .

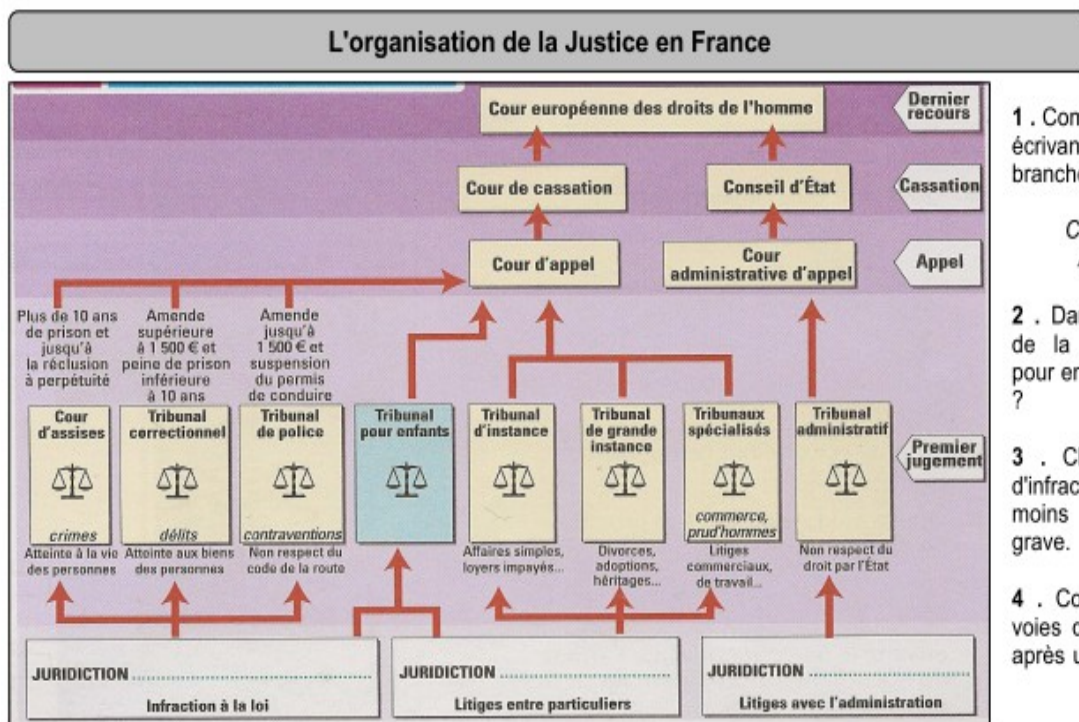
. Droit à un procès équitable et impartial

. Égalité devant la loi

. Présomption d'innocence

. Droit à la dignité humaine

C . L'organisation de la Justice en France



1 . Complétez le schéma en écrivant le nom des trois branches de la Justice :

Civile – Pénale – Administrative

2 . Dans quelles branches de la Justice le tribunal pour enfant est-il compétent ?

3 . Classez les 3 types d'infractions à la loi de la moins grave à la plus grave.

4 . Coloriez en rouge les voies de recours possibles après un premier jugement.

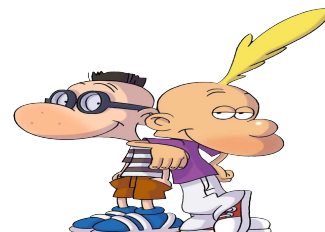
1 . Le tribunal pour enfant est compétent dans la justice civile et pénale.

3 . Classement des infractions de la moins grave à la plus grave : Contraventions – Délits - Crimes

Il existe trois principales juridictions en France :

- 1 . Justice pénale qui gère les infractions
- 2 . Justice civile qui s'occupe des litiges entre particuliers
- 3 . Justice administrative qui règle les litiges avec l'administration

Infraction : Acte contraire à la loi appelé, selon sa gravité, contravention, délit, crime.



III . La Justice des mineurs

Quelles sont les particularités et les missions de la justice des mineurs ?

A . La justice des mineurs au XX^{ème} siècle

L'évolution du droit des mineurs au XX^{ème} siècle

1 . L'importance de l'ordonnance de 1945

Entre le XIX^{ème} et le milieu du XX^{ème} siècle, les mineurs sont souvent considérés comme des petits adultes. L'Ordonnance du 2 février 1945, décidée par le Gouvernement provisoire de la République française repense entièrement la justice des mineurs.

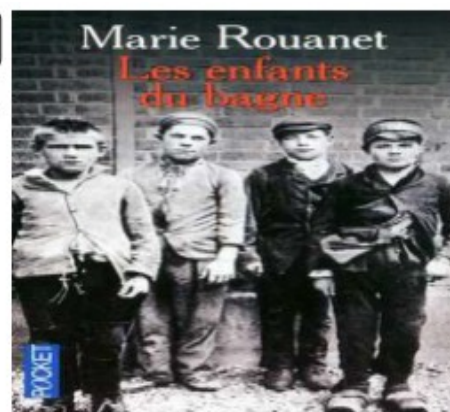
L'Ordonnance considère qu'un enfant ne peut avoir pleinement conscience de la gravité de ses actes ; il est avant tout un être en devenir qu'il faut protéger. Elle pose le principe de la primauté de la mesure éducative sur la sanction et instaure une juridiction spécialisée. Elle crée aussi une administration spécialisée, qui deviendra la Protection Judiciaire de la Jeunesse, chargée de mettre en œuvre le droit à l'éducation pour les mineurs délinquants.

Depuis les années 1950, l'Ordonnance de 1945 a été modifiée une trentaine de fois. Avec la montée du sentiment d'insécurité, les sanctions pénales pour les mineurs délinquants se sont durcies, surtout depuis les années 2000. Une refonte complète de la justice des mineurs est actuellement à l'étude.

Extrait du manuel Magnard Histoire Géographie Éducation civique dir . Rachid Azzouz, p . 444, 2011.

QUESTIONNAIRE :

- 1 . Que sont les « bagnes pour enfants » qui ont existé au début du XX^{ème} siècle ?
- 2 . Comment est considéré l'enfant à partir de 1945 ? Quel principe l'Ordonnance de 1945 met-elle en avant ?
- 3 . Comment évolue la justice des mineurs depuis quelques décennies ?



2 . Les enfants du bagne de Marie Rouanet

Dans ce livre, l'auteur retrace l'histoire des maisons pénitentiaires où l'on enfermait les enfants délinquants ou simplement indociles. La discipline y était très sévère et les mauvais traitements fréquents. Ces « bagnes pour enfants » ont été supprimés au milieu des années 1930.

1 . Les « bagnes pour enfants » qui ont existé au début du XX^{ème} siècle sont des maisons pénitentiaires très strictes dans lesquelles étaient envoyés les délinquants et les enfants indisciplinés.

2 . A partir de 1945, l'enfant n'est plus considéré comme un petit adulte mais plutôt comme une personne n'ayant pas pleinement conscience de la gravité de ses actes. C'est l'excuse de minorité.

L'Ordonnance de 1945 met en avant la primauté de la mesure éducative sur la sanction.

3 . Depuis les années 2000, la justice des mineurs se durcit à cause notamment de la hausse de la délinquance.

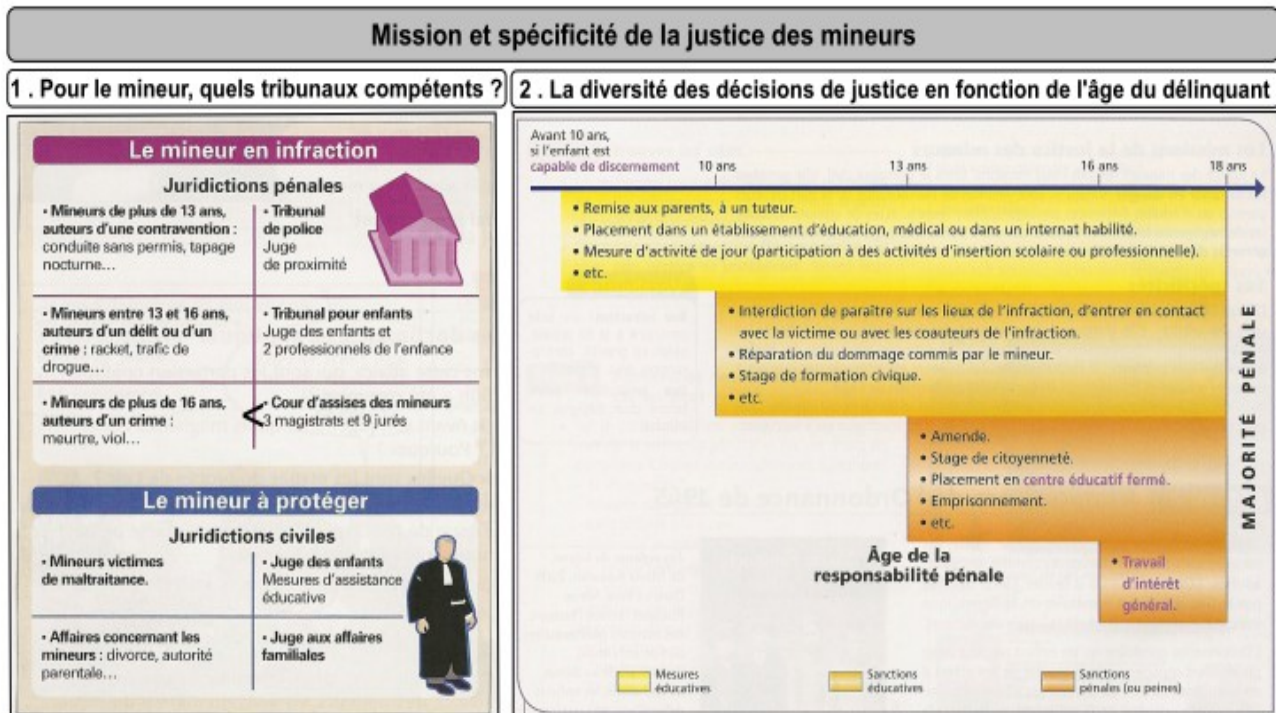


VIDEO : Retour sur le bagne pour enfants

Reportage diffusé au Journal télévisé de France 2 le 5 juin 2002

Au cours du XX^{ème} siècle, la justice des mineurs s'oriente vers des mesures éducatives (réparation) plutôt que des sanctions. Depuis 1945, une justice particulière s'applique aux mineurs : le juge des enfants et le tribunal pour enfants.

B . Une justice adaptée pour les mineurs



- 1 . Quelles sont les deux missions de la justice des mineurs ? (doc . 1)
- 2 . Pourquoi la frise s'arrête-t-elle à 18 ans ? (doc . 2)

- 3 . Quel type de décisions de justice peut être prononcé contre un mineur délinquant âgé de 11 ans ? De 15 ans ? (doc . 2)
- 4 . Quel âge vous paraît-être une étape importante dans la justice des mineurs ? Pourquoi ? (doc . 2)

1 . Les deux missions de la justice mineurs sont de protéger et sanctionner les mineurs.

2 . La frise s'arrête à 18 ans car un mineur est une personne ayant moins de 18 ans.

3 . Un mineur délinquant âgé de 11 ans peut avoir des mesures et des sanctions éducatives comme la réparation des dégâts et des stages de formation civique.

La justice peut prendre des sanctions pénales contre un mineur délinquant de 15 ans. Il peut être placé en centre éducatif fermé et payer des amendes.

4 . L'âge de 13 ans semble être une étape importante car le mineur devient responsable pénalement.

La justice des mineurs remplit deux missions : protéger et sanctionner les mineurs. Elle est différente de celle des adultes (juridictions spécialisées : tribunal pour enfants) et fonctionne selon des règles adaptées aux mineurs (l'excuse de minorité).

Excuse de minorité : Un mineur de plus de 13 ans a une peine réduite de moitié par rapport à la peine encourue par un adulte.

C . Faut-il davantage punir les mineurs délinquants ?



DEBAT : Faut-il punir davantage les mineurs délinquants ?



Le débat est un échange cordial d'idées et d'opinions entre des individus opposés sur un sujet. Le débat de cette séance traite de la justice des mineurs : **Faut-il davantage punir les mineurs délinquants ?** Pour le bon déroulement de ce débat, vous devez suivre les différentes étapes dans le tableau ci-dessous :

ORGANISATION DU DEBAT : Les différentes étapes	
1 . Travail en groupe à partir du dossier documentaire	Les différents groupes doivent utiliser le dossier documentaire pour défendre leur point de vue.
2 . Présentation des idées de chaque groupe et débat de l'ensemble de la classe	L'ensemble des élèves de la classe se réunissent autour des médiateurs qui mène le débat et interroge les élèves sur leurs opinions

Afin que ce débat soit enrichissant pour l'ensemble des élèves de la classe, vous devez tous vous investir et participer activement aux discussions. Il est également indispensable de respecter la parole des autres par des règles simples comme lever la main pour prendre la parole.

Bon débat !



VIDEO : La réforme de la justice des mineurs décriée

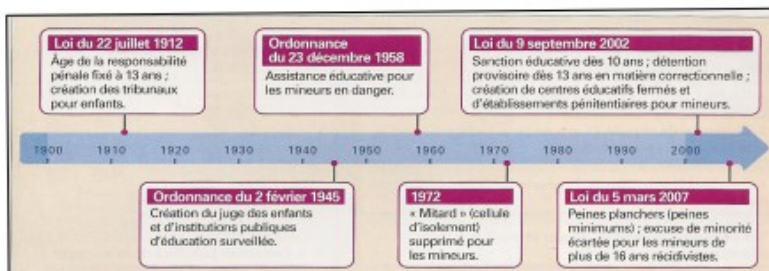
Reportage diffusé au Journal télévisé de TF1 le 21 juin 2011

DOSSIER : Faut-il punir davantage les mineurs délinquants ?



1 . L'évolution du droit des mineurs : Punir davantage le mineur délinquant est-ce la solution ?

1 . Entre assouplissement et durcissement de la loi contre les mineurs



2 . Les conditions de détention des mineurs à la fin du XIX^{ème} siècle

La faute la plus légère entraîne des châtiments d'une excessive rigueur. C'est la mise au pain et à l'eau. C'est surtout le cachot, un cellule qui ne tire l'air et le jour que d'un corridor, où le prisonnier est condamné à l'immobilité, au silence, à l'obscurité ; où il n'y a ni lit ni banc. Faut-il s'étonner des progrès de la maladie chez ces jeunes qui auraient besoin d'air de mouvement et de liberté ? Faut-il s'étonner que la solitude et le désespoir aient engendré la folie et que l'on ait vu des suicidés de 12 ans.

2. Les mineurs face à la Justice : La délinquance et ses faits divers

1. L'évolution de la délinquance entre 1996 et 2006



2. Un jeune pyromane dans le Gard

Un enfant de 12 ans a été interpellé dans un village proche d'Alès (Gard), où il habite avec ses parents, à proximité d'un feu naissant. Les gendarmes l'ont arrêté alors qu'il sortait du massif forestier où il avait allumé deux foyers distincts. Il a immédiatement avoué être l'auteur de quatre feux. C'est un enfant sans problème, inconnu des services de police et de justice, a déclaré le procureur de Nîmes. Le jeune pyromane, dont les feux n'ont pas occasionné de dégâts majeurs, a été présenté au parquet des mineurs. Il sera convoqué prochainement par un juge des enfants qui devrait lui signifier des mesures éducatives.

Boris de la Cruz, *Le parisien*, 2 septembre 2010

3. Les mineurs en prison : une solution contre la délinquance ?

A. Que dit le droit ?

Art 11 : les mineurs âgés de 13 à 16 ans ne peuvent être placés en détention que dans les seuls établissements garantissant un isolement complet d'avec les détenus majeurs ainsi que la présence en détention d'éducateurs. Lorsque les mineurs sont remis en liberté, ils font l'objet, dès leur libération, des mesures éducatives déterminées par le juge des enfants.

B. Témoignage d'un substitut général des mineurs en 2011 : C'est toujours avec une impression d'échec qu'un juge met un mineur en prison. Il a généralement essayé d'autres solutions : suivi éducatif, placement, prison avec sursis... Elles ont échoué et n'ont pas suffi à faire comprendre au jeune qu'il fallait maintenant impérativement qu'il cesse de commettre des infractions. C'est tout de même dans certains cas la seule façon de faire cesser la délinquance galopante de certains jeunes, de protéger leur environnement et de les protéger eux-mêmes. La prison est aussi la seule possibilité de les confronter à un minimum de règles sociales dont l'apprentissage est le passage obligé pour une réinsertion ou une insertion future. La prison est donc encore à ce jour un mal nécessaire à manier prudemment.

C. Témoignage de Boris Cyrulnik, neuropsychiatre contre l'emprisonnement des mineurs : Je pense clairement que la prison est le lieu d'apprentissage de la violence car toutes les conditions sont réunies pour provoquer l'isolement sensoriel. Maintenant on sait, avec les scanners et les Images à Résonance Magnétique, que lorsqu'on met un adulte, et encore plus un enfant, en isolement sensoriel en prison son cerveau s'atrophie, notamment celui des émotions. C'est-à-dire que l'enfant, quand il sort de prison, n'est plus capable de réguler ses émotions. Vous en avez fait un délinquant.

D. Témoignage d'un jeune délinquant : Jacques, 13 ans et demi au moment de son incarcération, a passé quatre semaines en détention provisoire avant son procès.

« Le juge m'a mis en prison pour des faits de viol, parce que c'est grave et pour que je comprenne que c'est puni par la loi. Ça s'est mal passé en prison. Je ne dormais pas, celui qui était avec moi faisait du bruit. Personne n'est venu me voir. J'ai perdu sept 7 kilos. Mon père est venu au commissariat avant la prison, pendant la garde à vue, et il m'a giflé. On s'est engueulé. Il m'a dit : « Bonne chance en prison ». A l'audience, l'expert psychiatre dira « La détention a concrétisé pour lui l'abandon total. »

4. La réinsertion des mineurs délinquants : Comment faire sortir le jeune de la délinquance ?



Travail artisanal dans un centre éducatif fermé

Les mineurs placés au Centre Éducatif Fermé de Liévin dans le Pas de Calais, préparent un potager chaque mercredi, dans le cadre des activités de jour. Avec les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, ils ont choisi les semis établis dans un calendrier. Ils ont ensuite préparé le terrain pour mettre les premiers plants de pomme de terre et de poireaux à vue. Une partie de la récolte sera redistribuée aux jardins du Cœur de Liévin. Parmi les mineurs investis dans cette activité, quatre ont déjà réalisé des stages en horticulture. L'un d'eux projette de s'orienter vers une professionnalisation dans ce secteur.

REVISION : Droit et Justice en France

Je connais :

1. le plan du cours
2. les définitions : *Démocratie – Droit – Loi – Infraction – Excuse de minorité*
3. les différents textes de droit et les relations entre droit National et droit européen
4. les symboles, les missions et les principes de la Justice
5. les particularités de la justice des mineurs

Je suis capable de :

1. présenter et prélever des informations dans un document
2. décrire et expliquer le rôle du Droit en société
3. décrire le déroulement d'un procès en cour d'Assises
4. décrire et expliquer le rôle de la Justice
5. raconter l'évolution de la justice des mineurs et raconter ses particularités

